République Française - Liberté - Egalité - Fraternité

3ème Circonscription des Bouches du Rhône

Mesdames, mesdemoiselles, messieurs,

J'ai le sentiment que notre circonscription supporte l'ensemble des déséquilibres qui affligent notre Pays.
Le chômage y sévit, paupérisant encore davantage nos quartiers déjà pauvres et n'épargnant même plus les travailleurs les plus qualifiés.
Avec lui, le mal vivre gagne du terrain et notre société se désagrège en accentuant les inégalités et creusant le fossé entre riches et pauvres.
Nos quartiers, notre centre ville, autrefois lieux de convivialité sont devenus un terrain de spéculations voire d'affairisme où règnent maintenant un malaise, un sentiment de suspicion et d'insécurité.



J'ai choisi de vous demander vos suffrages parce que :

ni les socialistes au pouvoir depuis 12 ans,
ni les libéraux qui ont gouverné entre 86 et 88 et gèrent notre région,
ni l'équipe municipale n'ont apporté de solutions durables, tous empêtrés dans leurs affaires, leurs comportements politiciens et partisans, leurs ambitions de pouvoir coûte que coûte et leur modèle de développement économique qui désespère l'Homme et dégrade son environnement au péril des générations futures.

A 32 ans, j'ai la volonté avec tous mes amis de l'Union pour l'Ecologie et la Démocratie de rénover la vie politique
Aussi, ai-je souhaité ne procéder à aucun affichage polluant et coûteux.
Il est temps d'affronter cette conjonction de crise politique, économique, écologique, culturelle et morale en rassemblant et regroupant acteurs et victimes de ces crises

L'ECOLOGIE POUR DE BON !
A quelques jours des élections, le badigeon vert coule à flot. A gauche et à droite chacun y va de son trémolo "écolo". Les mêmes qui sont responsables de l'impasse totale dans laquelle se trouve la région en ce qui concerne le traitement des déchets ménagers, hospitaliers ou industriels, les mêmes qui n'ont pas levé le petit doigt quand les associations se battaient pour la protection du milieu (air, eau, paysage...) nous promettent monts et merveilles, les mêmes qui traînent les pieds quand il s'agit de consulter les populations à propos des aménagements routiers ou ferroviaires jurent qu'ils nous écouteront ... demain.

Philippe PRIETO

CANDIDAT

Ingénieur en éléctronique, cadre de France Télécom
32 ans, marié, 2 enfants



Suppléant

Yves PUGGIONI

Conducteur des travaux société coopérative

Union pour l'Ecologie et la Démocratie

Les écologistes devraient se réjouir de voir que ceux qui les traitaient d'utopistes s'intéressent à quelques unes de leurs préoccupations. Néanmoins, à gauche et à droite on reste souvent très superficiel. Ni à gauche ni à droite (à gauche un peu moins peut-être) on ne remet en cause les systèmes productivistes qui saccagent la Terre, font fi de ses ressources limitées, perpétuent et même développent les inégalités. A gauche comme à droite, on trouve normal que ce soit de petites soi-disant élites qui gèrent mal les affaires en excluant la masse des citoyens. Voilà pourquoi les partis de droite et de gauche ont échoué.

L'Entente des écologistes", réduite aux Verts et à Génération Ecologie, est loin d'être à la hauteur des enjeux et des espoirs. Au lieu de créer une dynamique de rassemblement des forces de progrés, cet accord se limite à partager des territoires électoraux et verrouiller des frontières en vue des prochaines présidentielles.
L'articulation avec les autres courants écologistes nationaux ou locaux et la constitution de comités pluralistes de base sont écartées. Des potentialités considérables de convergences avec les divers milieux sociaux, associatifs, syndicaux, politiques, qui remettent en cause les actuels partis de droite et de gauche, sont ainsi stérilisées par esprit de boutique.
Quant à nous, nous proposons de conjuguer, avec tous les citoyens floués, de gauche ou de droite, à l'échelle du canton comme de la planète, principes écologistes, satisfactions des besoins sociaux et démocratie authentique. Pour faire vraiment de l'écologie, franchement et sans sectarisme!

Pour mobiliser les citoyens, pour parvenir à des changements profonds et durables, nous devons vraiment renouveler les pratiques politiques. De nouveaux rapports dans et autour des partis sont indispensables. Avec une vraie décentralisation, moins de possessivité partisane, davantage d'authenticité et donc la priorité aux expériences concrètes d'élargissement et d'enracinement : dans la cité, au travail sur les dossiers.

Nos axes de propositions
Les deux ans de travail de citoyen dont nous avons besoin ne doivent, cependant, pas être le temps de l'expérimentation sauvage et libérale que le gouvernement qui sortira des urnes le 28 mars nous promet.

Nous réclamons :

Le maintien des engagements essentiels de l'Etat et des acquis sociaux.
Développement d'une politique d'aménagement du territoire susceptible de décongestionner les très grands centres urbains et de favoriser les grands équilibres écologiques.
La fiscalisation des régimes sociaux et des cotisations chômage.
La décentralisation de la gestion de ces fonds avec mise à disposition aux instances locales et régionales, après concertation avec les associations et acteurs de terrain..
Renforcement des moyens et compétences des collectivités territoriales en matière de lutte contre le chômage et de formation professionnelle
Renforcement des moyens mis à la disposition des zones d'éducation prioritaire
Des mesures de sauvegarde pour les entreprises, viviers d'emplois, menacées par la crise.
Développement d'entreprises intermédiaires d'insertion et de formations professionnelles
Développement d'une économie du temps libre.
Une protection accrue pour les plus faibles et les exclus.
Renforcement des solidarités locales en favorisant par tous les moyens les contacts entre générations
Un maintien du niveau de vie pour les chômeurs et les sans emploi pendant cette période de 2 ans.
Une vraie représentation des femmes dans les instances démocratiques.
Démocratisation des procédures d'enquêtes publiques et participation à la réalisation d'un véritable code de l'environnement.
Diminution des pollutions et risques chimiques
Une priorité à l'amélioration des cadres de vie
Aménagement de poumons verts en milieu urbain
Développement des transports collectifs
Rénovation des institutions et moralisation de la vie publique.
Non cumul entre mandat national et mandat communal pour villes de plus de 10 000 habitants.
Instauration d'un salaire réel pour les maires des communes de plus de 10 000 habitants.
Contrôles systématiques des investissements d'une certaine importance réalisés par les collectivités territoriales.
Rendre au Parlement son rôle de plein législateur et la maîtrise de l'ordre du jour.

A Marseille, traçons la voie à une
Écologie attractive, dynamique et moderne!

Philippe Prieto.

Vu le candidat